SAINT-ANDRÉ-DE-SANGONIS

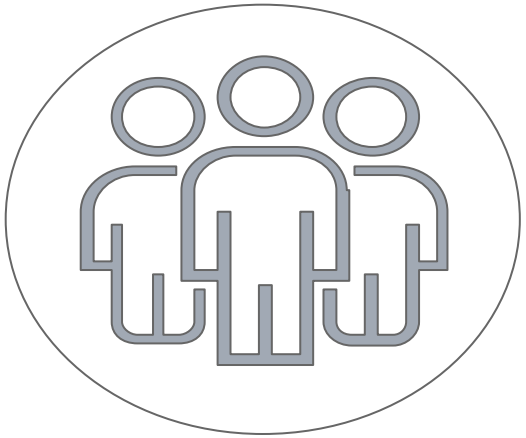
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

PARTIE 1 : CONTEXTE GÉNÉRAL

PARTIE 2 : ANALYSE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

PARTIE 3 : SITUATION FINANCIÈRE ET PROSPECTIVE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

PARTIE 1: CONTEXTE GENERAL



- **INDICATEURS**
- **PROJET DE LOI DES FINANCES**
- **SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DE LA VALLÉE DE L' HÉRAULT**

Indicateurs

Environnement économique national l'activité devrait rester ralentie en 2024 avant de se raffermir en 2025 et 2026.

Le niveau d'inflation est plus élevé que les chiffres prévus en 2023, ce qui repousse à 2025 au lieu de 2024 un retour progressif aux chiffres annoncés. Ainsi, en **2024, l'inflation totale reculerait à 2,5 % et l'inflation hors énergie et alimentation diminuerait plus lentement, à 2,8 %.**

Selon les estimations de la Banque de France, l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'inflation sans récession, même si un contexte international peu favorable pèserait sur la reprise.

Pour l'année 2024, portée par une croissance soutenue au premier semestre, la **prévision de croissance du PIB est rehaussée à 0,9 %.**

Ensuite, la révision à la hausse des prix de l'énergie et surtout celle à la baisse de la demande mondiale adressée à la France, conduisent à abaisser légèrement les prévisions pour les années 2024 (0,9 %) et 2025 (1,3 %).

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

(révisions par rapport à septembre 2023 en italique)	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel [a]	**2,5**	**0,8 (0,9)**	**0,9**	**1,3**	**1,6**
	–	*- 0,1 (0,0)*	*0,0*	*0,0*	–
IPCH	**5,9**	**5,7**	**2,5**	**1,8**	**1,7**
	–	*- 0,1*	*- 0,1*	*0,0*	–
IPCH hors énergie et alimentation	**3,4**	**4,0**	**2,8**	**2,2**	**1,9**
	–	*- 0,2*	*0,0*	*0,1*	–
Pouvoir d'achat par habitant	- 0,1	0,7	0,8	0,5	0,7
	–	*0,1*	*0,1*	*0,0*	–
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,3	7,6	7,8	7,6
	–	*0,1*	*0,1*	*0,0*	–

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2023, fondée sur les comptes trimestriels du 31 août 2023, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.
a) Pour 2023, la projection de croissance du PIB réel est indiquée sur la base des dernières informations disponibles (résultats détaillés des comptes trimestriels du 30 novembre 2023 et enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France de début décembre 2023). Le chiffre entre parenthèses correspond à la projection finalisée le 30 novembre, sur la base des comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023.
Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleuté.

LOI DE FINANCE : Principales dispositions

Concernant les concours financiers de l'Etat (hors FCTVA et TVA reversée), ils y sont programmés en quasi-stabilité d'ici à 2027.

Concernant la **taxe foncière et son augmentation de 7% en 2023, la prochaine revalorisation de cette dernière se limitera à 3,9 % en 2024** dans la majorité des communes de l'Hexagone.

La **DGF**, dans l'attente de sa refonte (prévue en 2025) est à nouveau **réévaluée de 320 millions d'euros**, crédits largement orientés vers les communes et EPCI ruraux.

L'ambiance générale est au verdissement des concours, de la fiscalité et des comptes, avec la reconduction d'un fonds vert majoré de 2 à 2,5 milliards d'euros, et un fléchage croissant des dotations d'investissement (DETR, DSIL et DSID) vers les projets en faveur de la transition écologique, le développement des exonérations de taxe sur le foncier bâti (TFB) en lien avec la performance énergétique, l'introduction des budgets verts, en investissement pour commencer, ou la possibilité offerte de distinguer la dette verte.

Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales approcheront **160 milliards d'euros en 2024**, comprenant trois rubriques :

- la première, intitulée **« concours financiers de l'Etat », totalise 55 milliards d'€**, dont la DGF du bloc communal et des départements (27 milliards d'€), le FCTVA (7 milliards d'€) et des compensations de suppression d'impôts locaux ou encore les crédits de la mission *« relation avec les collectivités territoriales »* (4 milliards d'€) comprenant notamment la DGD (1,6 milliard d'€), la DETR (1 milliard d'€), la DSIL (0,6 milliard d'€).

- la deuxième rubrique, totalisant **14 milliards d'€**, correspond à des subventions d'équipement spécifiques (9 milliards d'€ en AP, dont le fonds vert de 2,5 milliards d'euros), et aux dégrèvements de fiscalité (impôts locaux payés par l'Etat en lieu et place des contribuables) pour 4 milliards d'euros.

- la troisième rubrique comprend la fiscalité transférée aux collectivités au fil des vagues de décentralisation et de suppressions d'impôts locaux (DMTO, TICPE…) **pour 40 milliards d'€**, auxquels il convient d'ajouter **50 milliards d'euros de TVA** octroyés en compensation des réformes fiscales de 2021 et de 2023.

Le budget de la CCVH

Le budget consolidé 2024 de la communauté de communes s'élève à 67.524.408 millions d'euros. Il a été voté par le conseil communautaire le 18 décembre 2023. La priorité est donnée au problème de l'eau (9,8M d'€) qui devient rare en regard du dérèglement climatique. L'endettement reste sous la barre des 9 ans quand le modèle de désendettement pose la barre à 10 ans maximum pour une gestion saine.

Le Budget primitif 2024 s'équilibre à 29.606 K€ en fonctionnement et 12.243 K€ en investissement (41.849 K€). Le niveau d'épargne brute attendu est évalué à 2.944 K€ et le niveau d'épargne nette à 902 K€. Le ratio d'épargne brute devrait être de 9,95 % (contre 12,51 % au CFU 2022) et la capacité de désendettement se situer à 8,2 ans (7,3 ans au CFU 2022)

Les dépenses réelles de fonctionnement 2024 représentent une augmentation de 5,73 % par rapport au BP 2023.
Les recettes réelles de fonctionnement 2024 représentent 29.596.346 €. Elles sont en augmentation de 8,19% par rapport au BP 2023.
Le volume des dépenses d'équipement prévu en 2024 est de 10.111.709 €, soit une augmentation de 19,46% par rapport au BP 2023.
Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 9.289.308 € pour 2024, soit une augmentation de 11,48% par rapport au BP 2023.

L'encours de dette supporté au budget principal au 01 janvier 2024 sera de 17,64 M €, ce qui représente un encours de 422 € par habitant (413 € en 2023). L'ensemble de l'encours de dette est sécurisé et ne comporte aucun emprunt « toxique ».
Pour l'année 2024, un emprunt d'équilibre a été inscrit et le montant sera ajusté en fonction des dépenses et recettes réellement constatées. L'objectif est de stabiliser le niveau de l'endettement, en prévoyant un recours équivalent au montant remboursé du capital de la dette, soit environ 2 M€/an
Les budgets annexes ZAE s'équilibrent en fonctionnement à hauteur de 4.277.408€ et en investissement à 977.000 €.
Les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement et GEMAPI ; l'équilibre de ces budgets est assuré par le prix du service rendu pour l'eau et l'assainissement et une taxe dédiée pour la GEMAPI.

EQUILIBRES	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Budget Principal	29,606 M€	12,243 M€
Budget GEMAPI	0,411 K€	0,685 M€
Budget Eau (AEP)	5,936 M€	3,943 M€
Budget assainissement (EU)	5,208 M€	4,238 M€
Tous Budgets	**41,161 M€**	**21,109 M€**

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Les principaux projets inscrits en opérations, en adéquation avec le projet de territoire et le Plan Pluri annuel d'investissement

Opérations	Montants
I-1.Développer une agriculture durable de qualité	50 000 €
I-2.Construire un écosystème local favorable au développement des entreprises et à l'emploi	696 640 €
I-3.Protéger et développer le commerce de proximité	233 248 €
I-4.Développer une économie touristique de qualité	75 000 €
II-6.Planifier et maîtriser le développement urbain	1 228 520 €
II-7.Agir pour la préservation de tous les patrimoines et de la biodiversité	597 460 €
II-8.Agir pour une gestion durable de toutes les ressources	579 728 €
III-9.Renforcer l'accueil du jeune enfant	
III-10.Poursuivre l'implication aux côtés des acteurs de l'enfance et la jeunesse	
III-11.Accompagner la parentalité	
III-12.Pérenniser et diversifier l'offre de soins	
III-13.Proposer des mobilités douces, adaptées à tous les usages	1 985 543 €
III-14.Soutenir et promouvoir les activités sportives	766 500 €
IV-14.Equilibrer l'implantation territoriale de l'action culturelle	30 000 €
IV-15.Renforcer, développer et élargir les publics de la lecture	84 221 €
IV-16.Expérimenter innover et créer un développement artistique et culturel ancré dans le 21 siècle	2 107 000 €
V-17.Réseaux et partenariats	925 000 €
VI-18.Moyens communautaires	752 849 €
Total opérations d'investissement	**10 111 709 €**

Evolution des taux de la fiscalité directe votés (2018-2023) ou proposés (2024) par la CCVH

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux TH	**12,99 %**	**12,99 %**	**12,99 %**	**12,99 %**	**12,99 %**	**15,00 %**	15,00 %
Taux FB	**3,19 %**	**3,19 %**	**3,19 %**	**5,19 %**	**5,19 %**	**6,09 %**	6,09 %
Taux FNB	**16,76 %**	**16,76 %**	**16,76 %**	**16,76 %**	**16,76 %**	**16,76 %**	16,76 %
Taux TEOM	**17,03 %**	**17,03 %**	**17,03 %**	**17,61 %**	**17,61 %**	**17,91 %**	18,71 %
Taux CFE	**38,71 %**	**38,71 %**	**38,71 %**	**38,71 %**	**38,71 %**	**38,71 %**	38,71 %

SAINT-ANDRÉ
DE SANGONIS

PARTIE 2:

ANALYSE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE ET PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

Source INSEE paru le 29/01/2024

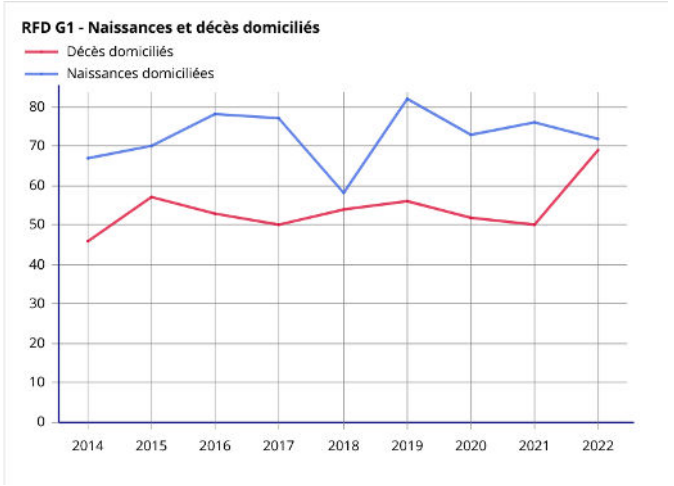
LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS ET SA POPULATION

Sources INSEE 2020 et DGFIP 2022

ÉVOLUTION ET DENSITÉ

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Population	2 594	2 574	2 675	3 472	3 782	5 175	5 648	6 334
Densité moyenne (hab/km²)	132,3	131,3	136,5	177,1	193,0	264,0	288,2	323,2

NAISSANCE ET DÉCÈS



POPULATION ACTUELLE

	2009	2014	2020
Population municipale	5 175	5 648	6 334
Population comptée à part	83	82	107
Population totale	**5 258**	**5 730**	**6 441**

COMPOSITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**2 999**	**100,0**	**3 335**	**100,0**
0 à 14 ans	667	22,2	672	20,1
15 à 29 ans	447	14,9	491	14,7
30 à 44 ans	621	20,7	667	20,0
45 à 59 ans	581	19,4	642	19,3
60 à 74 ans	473	15,8	529	15,9
75 à 89 ans	184	6,1	271	8,1
90 ans ou plus	26	0,9	63	1,9

CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES PLUS DE 15 ANS

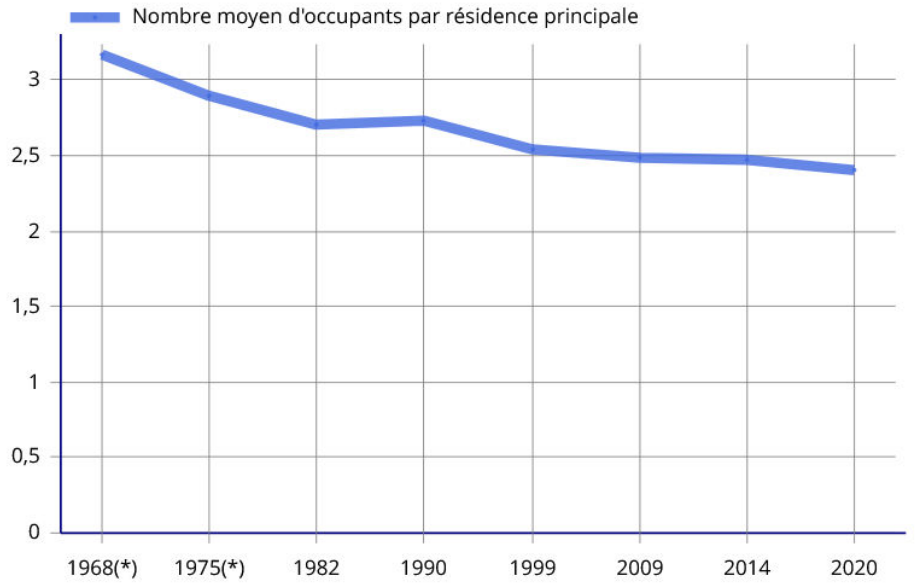
	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	**4 033**	**100,0**	**4 398**	**100,0**	**5 045**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	62	1,5	30	0,7	35	0,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	233	5,8	219	5,0	220	4,4
Cadres et professions intellectuelles supérieures	194	4,8	353	8,0	390	7,7
Professions intermédiaires	540	13,4	687	15,6	825	16,4
Employés	727	18,0	721	16,4	850	16,8
Ouvriers	529	13,1	547	12,4	570	11,3
Retraités	1 170	29,0	1 121	25,5	1 300	25,8
Autres personnes sans activité professionnelle	577	14,3	720	16,4	855	16,9

La population st andréenne évolue, toujours à la hausse, mais moins vite que durant les dernières décennies.
Dans l'ensemble, cette population est jeune, **74 % des st andréens ont moins de 60 ans.**

ÉVOLUTION ET COMPOSITION DES MÉNAGES

	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2009	%	2014	%	2020	%	2009	2014	2020
Ensemble	**2 056**	**100,0**	**2 239**	**100,0**	**2 595**	**100,0**	**5 096**	**5 517**	**6 210**
Ménages d'une personne	**513**	**25,0**	**582**	**26,0**	**730**	**28,1**	**513**	**582**	**730**
Hommes seuls	214	10,4	264	11,8	275	10,6	214	264	275
Femmes seules	299	14,6	318	14,2	455	17,5	299	318	455
Autres ménages sans famille	**23**	**1,1**	**50**	**2,2**	**20**	**0,8**	**51**	**114**	**40**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**1 520**	**73,9**	**1 607**	**71,8**	**1 845**	**71,1**	**4 532**	**4 821**	**5 440**
Un couple sans enfant	622	30,2	657	29,3	745	28,7	1 322	1 353	1 525
Un couple avec enfant(s)	692	33,6	761	34,0	820	31,6	2 659	3 000	3 165
Une famille monoparentale	206	10,0	189	8,4	280	10,8	552	468	750

ÉVOLUTION DE LA TAILLE DES MÉNAGES



COMPOSITION DES FAMILLES

	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	**1 555**	**100,0**	**1 622**	**100,0**	**1 875**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**696**	**44,8**	**761**	**46,9**	**830**	**44,3**
Familles monoparentales	**225**	**14,5**	**194**	**12,0**	**290**	**15,5**
Hommes seuls avec enfant(s)	58	3,8	35	2,1	90	4,8
Femmes seules avec enfant(s)	167	10,7	159	9,8	200	10,7
Couples sans enfant	**634**	**40,8**	**667**	**41,1**	**755**	**40,3**

CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

	Nombre de ménages	%	Population des ménages	%
Ensemble	**2 595**	**100,0**	**6 210**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	20	0,8	35	0,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	130	5,0	405	6,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	250	9,6	730	11,8
Professions intermédiaires	490	18,9	1 355	21,8
Employés	430	16,6	1 150	18,5
Ouvriers	380	14,6	1 065	17,1
Retraités	795	30,6	1 265	20,4
Autres personnes sans activité professionnelle	100	3,9	205	3,3

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Ensemble	**908**	**1 034**	**1 242**	**1 536**	**1 703**	**2 343**	**2 578**	**2 913**
Résidences principales	806	876	987	1 250	1 472	2 051	2 247	2 599
Résidences secondaires et logements occasionnels	30	58	174	155	93	78	79	63
Logements vacants	72	100	81	131	138	213	252	251

TYPE DE LOGEMENTS

	2009	%	2014	%	2020	%
Ensemble	**2 343**	**100,0**	**2 578**	**100,0**	**2 913**	**100,0**
Résidences principales	2 051	87,6	2 247	87,1	2 599	89,2
Résidences secondaires et logements occasionnels	78	3,3	79	3,1	63	2,2
Logements vacants	213	9,1	252	9,8	251	8,6
Maisons	*1 945*	*83,0*	*2 158*	*83,7*	*2 378*	*81,6*
Appartements	*397*	*16,9*	*415*	*16,1*	*531*	*18,2*

RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE STATUT D'OCCUPATION

	2009		2014		2020			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)
Ensemble	**2 051**	**100,0**	**2 247**	**100,0**	**2 599**	**100,0**	**6 232**	**13,9**
Propriétaire	1 415	69,0	1 545	68,8	1 806	69,5	4 508	17,2
Locataire	598	29,1	658	29,3	731	28,1	1 619	6,1
dont d'un logement HLM loué vide	*68*	*3,3*	*81*	*3,6*	*150*	*5,8*	*369*	*7,9*
Logé gratuitement	39	1,9	44	1,9	62	2,4	105	8,2

La tendance reste à l'augmentation des logements (+ 40 entre 2019 et 2020) par l'accession à la propriété (+ 57 entre 2019 et 2020)

POPULATION PAR TYPE D'ACTIVITÉ

	2009	2014	2020
Ensemble	**3 195**	**3 360**	**3 820**
Actifs en %	**73,9**	**75,3**	**76,1**
Actifs ayant un emploi en %	63,1	64,0	65,8
Chômeurs en %	10,7	11,4	10,3
Inactifs en %	**26,1**	**24,7**	**23,9**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,8	9,0	9,0
Retraités ou préretraités en %	9,2	6,2	5,8
Autres inactifs en %	10,1	9,4	9,1

CHÔMAGE DES 15-64 ANS

	2009	2014	2020
Nombre de chômeurs	**342**	**382**	**394**
Taux de chômage en %	14,5	15,1	13,5
Taux de chômage des 15 à 24 ans	39,5	48,7	33,8
Taux de chômage des 25 à 54 ans	11,7	12,4	11,6
Taux de chômage des 55 à 64 ans	11,8	12,6	12,4

ACTIVITÉ ET EMPLOI DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS

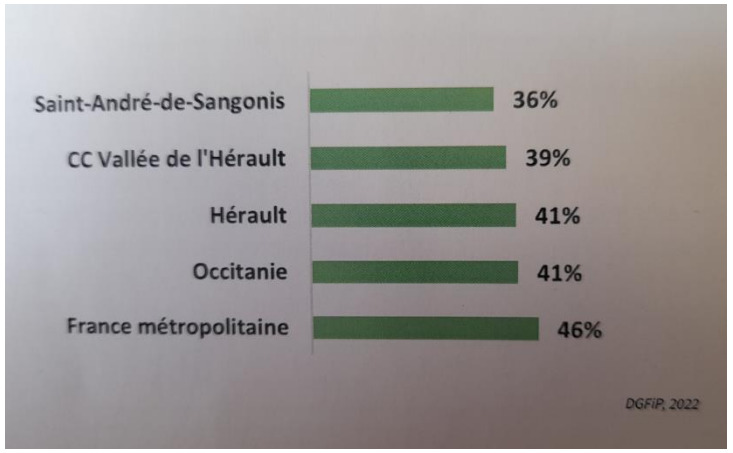
	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	**3 820**	**2 908**	**76,1**	**2 514**	**65,8**
15 à 24 ans	634	240	37,9	159	25,1
25 à 54 ans	2 432	2 232	91,8	1 973	81,1
55 à 64 ans	754	436	57,8	382	50,7
Hommes	**1 831**	**1 432**	**78,2**	**1 245**	**68,0**
15 à 24 ans	313	124	39,6	75	24,0
25 à 54 ans	1 157	1 100	95,1	985	85,1
55 à 64 ans	361	208	57,6	185	51,2
Femmes	**1 989**	**1 476**	**74,2**	**1 269**	**63,8**
15 à 24 ans	321	116	36,1	84	26,2
25 à 54 ans	1 275	1 132	88,8	988	77,5
55 à 64 ans	393	228	58,0	197	50,1

Bien que la population augmente, le taux d'inactifs reste stable. Les plus touchés par l'inactivité étant les jeunes (15-24 ans) et les séniors (55-64 ans).

MÉNAGES FISCAUX

	2021
Nombre de ménages fiscaux	2 650
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	6 493
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	21 660
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	43

MÉNAGES FISCAUX (en 2022 source DGFIP)



DÉCOMPOSITION DES REVENUS

	part en %
Ensemble	**100,0**
Revenus d'activité	**74,9**
dont salaires et traitements	65,8
dont indemnités de chômage	3,7
dont revenus des activités non salariées	5,4
Pensions, retraites et rentes	**25,3**
Revenus du patrimoine et autres revenus	**6,3**
Ensemble des prestations sociales	**7,1**
dont prestations familiales	2,9
dont minima sociaux	3,0
dont prestations logement	1,2
Impôts	**-13,6**

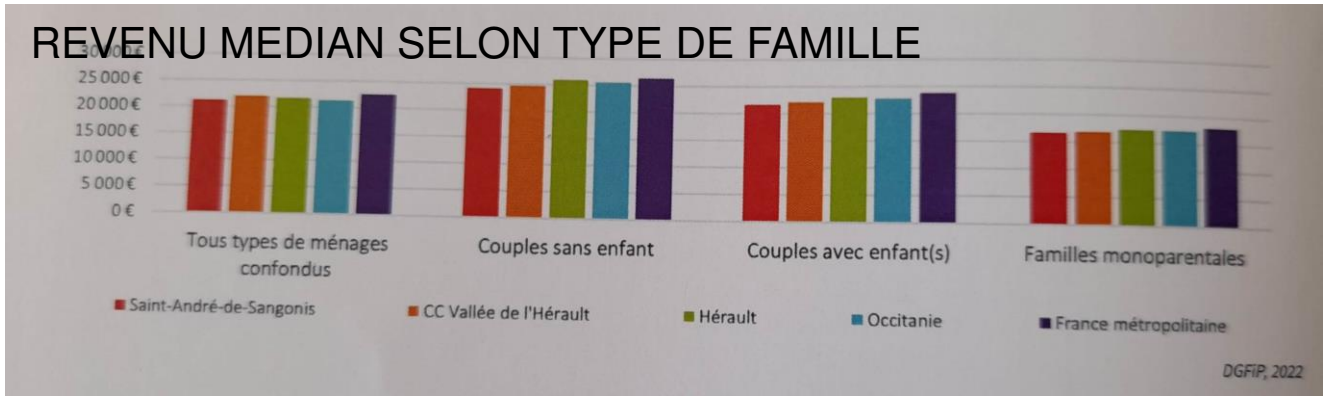
TAUX DE PAUVRETÉ

	Taux en %
Ensemble	**15**
Propriétaire	11
Locataire	26

SALAIRE HORAIRE NET MOYEN EN EUROS PAR CATÉGORIE

	Ensemble	Femmes	Hommes
Ensemble	**14,5**	**13,4**	**15,3**
Cadres*	23,1	21,9	23,7
Professions intermédiaires	15,0	13,7	16,3
Employés	11,4	11,3	11,8
Ouvriers	12,3	11,5	12,4

REVENU MEDIAN SELON TYPE DE FAMILLE



SALAIRE HORAIRE NET MOYEN EN EUROS PAR ÂGE

	Ensemble	Femmes	Hommes
De 18 à 25 ans	10,0	9,6	10,3
De 26 à 50 ans	14,5	13,4	15,3
Plus de 50 ans	16,1	14,8	17,2

ÉTABLISSEMENTS ACTIFS EMPLOYEURS FIN 2021

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 salariés ou plus
Ensemble	**165**	**100,0**	**21**	**120**	**24**
Agriculture, sylviculture et pêche	9	5,5	1	8	0
Industrie	10	6,1	0	8	2
Construction	24	14,5	2	19	3
Commerce, transports, services divers	104	63,0	16	79	9
dont commerce et réparation automobile	46	27,9	4	37	5
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	18	10,9	2	6	10

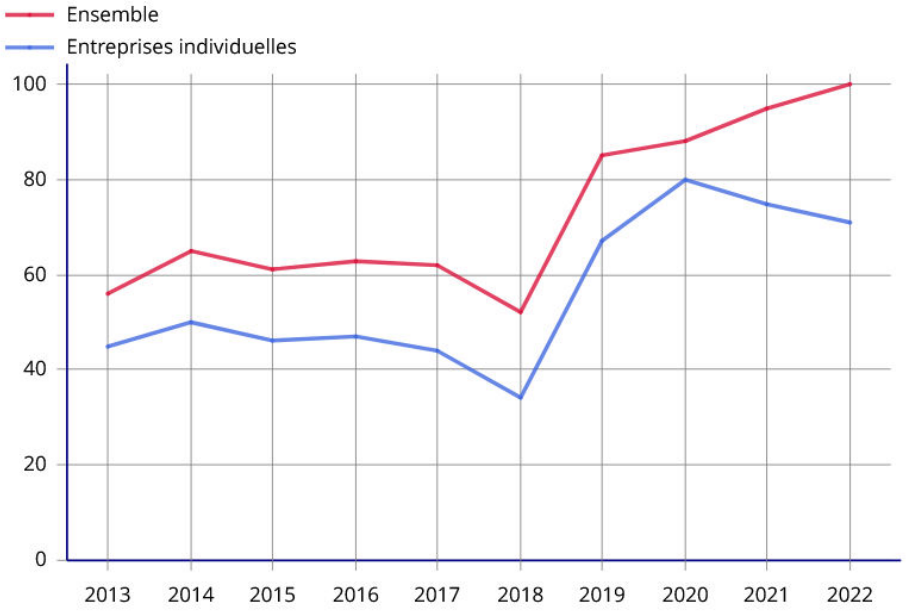
POSTES SALARIÉS PAR SECTEUR FIN 2021

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 salariés ou plus
Ensemble	**1 089**	**100,0**	**358**	**731**
Agriculture, sylviculture et pêche	23	2,1	23	0
Industrie	83	7,6	36	47
Construction	105	9,6	61	44
Commerce, transports, services divers	416	38,2	227	189
dont commerce et réparation automobile	209	19,2	133	76
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	462	42,4	11	451

PARTICULIERS EMPLOYEURS FIN 2021

	Particuliers employeurs	
	Nombre	%
Ensemble	**320**	**100,0**
Employeurs d'assistantes maternelles	166	51,9
Employeurs d'autres salariés	154	48,1

ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES



Bien que les initiatives individuelles marquent le pas, l'ensemble des créations d'entreprises continue d'augmenter, ce qui démontre un certain dynamisme sur le territoire.

SAINT-ANDRÉ
DE SANGONIS

PARTIE 3 :

SITUATION FINANCIÈRE ET PROSPECTIVE DE LA COMMUNE DE SAINT ANDRÉ DE SANGONIS

FONCTIONNEMENT > PRODUITS

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

L'hypothèse pour 2024 est l'alignement sur 2023 par principe de précaution.
En effet, nous choisissons la prudence, bien que du fait de la **hausse des bases fiscales, de l'augmentation mécanique liée à la loi des finances et de l'inflation, l'augmentation des produits fiscaux devrait être de 3,9 %.**

PRODUITS	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévision en €
Produit TH + TF + TFNB (cpte 7311)	2 853 891	3 023 103	3 267 171	**3 602 701**	3 670 000
FPIC (Fond de péréquation ressources communales et intercommunales) cpte 7322	71 942	75 373	85 442	**102 658**	101 000
Droits de place	1 787	10 839	6 822	**2 631,50**	9 920
Taxe consommation électrique (Syndicat mixte)	137 993	148 871	152 240	**199 807,53**	175 000
Droits de mutation	271 029	400 745	381 238	**285 486,90**	275 000
Attribution de compensation	109 888	112 024	109 857	**102 620,32**	102 000
Taxe sur les ordures ménagères	1 134	1 126	1 097	**1 098**	1 000
Produits des amendes (urb)			12 528	**0**	0
TOTAL	3 447 664	3 772 081	4 016 395	**4 297 003,25**	4 333 920

Fiscalité directe : vote des taux 2024

Malgré la conjoncture actuelle, et la difficulté d'équilibrer le budget en raison de l'inflation**, la municipalité fait le choix de maintenir les taux d'imposition** en vigueur, afin de ne pas impacter le budget des administrés.

	TAUX ANNEE 2023	TAUX ANNEE 2024
TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	**51,35 %**	51,35 %
TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES NON BATIES	**93,48 %**	93,48 %

Historique de la fiscalité directe : les taux de 2014 à 2024

Le produit des taux d'imposition locaux a atteint chaque année, depuis 10 ans, les objectifs et l'équilibre budgétaire.

La municipalité a choisi de maintenir les taux d'imposition en vigueur.

A compter de 2020, et avec la réforme de la fiscalité directe locale, les taux communaux de TH ont été gelés à hauteur des taux de 2019, les communes ne votent plus le taux de la TH.

Le taux retenu était de 19,41 % en 2020, lequel est resté le même pour les résidence secondaire (THRS).

Avec la suppression de la TH sur les résidences principales, les communes rencontrent une perte de ressources.

Cette perte a été compensée, dès 2021, par le transfert aux communes de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties.

En absorbant le taux départemental, le taux de la TFB est passé à 51,35 % (29,90 % commune + 21,45 % département) en 2021.

Années / Taxes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 THRS	2021 THRS	2022 THRS	2023 THRS	2024 THRS
TH en %	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	**19,41**	19,41
TFB en %	**29,90**	**29,90**	**29,90**	**29,90**	**29,90**	**29,90**	**29,90**	**51,35**	**51,35**	**51,35**	51,35
TFNB en %	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	**93,48**	93,48

FONCTIONNEMENT > DOTATIONS DE L'ETAT

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

L'hypothèse retenue est celle de **la stagnation pour la Dotation Globale de Fonctionnement, la Dotation de Solidarité Rurale et la Dotation Nationale de Péréquation**, malgré l'augmentation des dotations comme nous l'annonce la loi des finances. Les montants des dotations n'ayant pas encore été précisés par la trésorerie, la base retenue est celle de 2023.

Le FCTVA est calculé par rapport aux dépenses faites en 2023, sur les comptes d'entretien du patrimoine et en fonction des travaux effectués en régie, pour ce qui est du fonctionnement .

Le développement du Centre Social Communal permet d'accroitre les recettes liées à la rémunération du personnel.

En 2024, nous nous alignons sur 2023, concernant **le remboursement de l'Etat suite au dispositif de la cantine à 1 €.**

DOTATIONS	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévision en €
Dotation Globale de Fonctionnement	**535 129**	**525 354**	**536 376**	**548 621**	548 000
Dotation de Solidarité Rurale	**664 357**	**715 931**	**775 356**	**834 997**	835 000
Dotation Nationale de Péréquation	**281 950**	**283 606**	**288 952**	**280 981**	280 000
FCTVA				**3 156**	24 500
Contrat Unique d'Insertion (PEC)	**14 574**	**2 189,96**			
CAF (cpte 7478)	**93 174**	**89 289**		**105 033,89**	107 750
Compensation TF	**127 892**	**34 079**	**35 094**	**36 721**	36 000
Autres attributions et participations			**2 371**	**37 269**	37 000
TOTAL	**1 717 076**	**1 650 448**	**1 638 149**	**1 846 778,89**	1 868 250

FONCTIONNEMENT > PRODUIT DES SERVICES

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Après une baisse de recette liée principalement à la réintégration des agents du CCAS vers la commune, **ces produits de service sont stabilisés avec une légère dynamique à la hausse.**

PRODUIT DES SERVICES	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévision en €
Concessions dans les cimetières	10 657	4 390	540	**2 805**	**5 805**
Stationnement	262	264			
Redevance occupation du domaine public	10 309	10 290	11 839	**11 780,79**	**15 000**
Redevance culturelle	1 243	1 329	1 748	**1 856,75**	**1 700**
Redevance sportive	2 330	2 595	425	**0**	
ALSH + restaurant scol + ALP	224 674	306 221	295 532	**298 795,70**	**298 000**
Jardins	600	570	630	**630**	**630**
Remboursement budgets annexes	73 000	19 238		**0**	
Location matériel	250	500	450	**900**	**1 000**
TOTAL	323 325	345 397	311 164	**316 768,24**	**322 135**

FONCTIONNEMENT> AUTRES PRODUITS DE GESTION

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Pour la ligne location, **elle correspond au loyer des antennes, location de la poste, de la salle des Fêtes.**

Nous rappelons que **la location du complexe par le collège est encaissée par Mozaika.**

La fin des congés de longue maladie de certains agents entraine une baisse des recettes de remboursement des rémunérations de personnel.

PRODUITS DE GESTION	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévision en €
Locations	**66 779**	**73 339**	**56 717**	**59 609,20**	59 000
Remboursement rémunération du personnel	**95 870**	**157 436**	**175 954**	**206 968,99**	90 000
Remboursement chèque déjeuners + fourrière+ Urssaf Ircantec + Sinistres	**49 156**	**90 148**	**120 775**	**105 642,34**	120 500
Opérations d'ordre de transfert entres sections (tx en régie)	**59 428,34**	**69 995,44**	**69 996,92**	**89 987,02**	90 000
Produits de participations				**224,92**	0
Mandats annulés compte 773	**14 562,85**	**19 398,07**		**453,75**	1 000
Produits des cessions d'immobilisations compte 775	**13 000**			**246 086,48**	0
Reprises sur déprécations des actifs circulants compte 7817	**10 000**	**3 788,46**	**4 208,31**	**50 000**	40 000
TOTAL	**308 796,19**	**414 104,97**	**427 651,23**	**758 972,70**	400 500

CONCLUSION DES RECETTES FINANCEMENT

Sur le réalisé, les recettes de fonctionnement augmentent progressivement, chaque année, malgré notre choix de ne pas augmenter les taux des impôts.

Malgré tout, pour la prévision budgétaire, nous choisissons la prudence.

RECETTES	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévu en €
TOTAL	**5 803 229**	**6 191 401**	**6 420 685**	**7 219 523**	6 924 805

FONCTIONNEMENT > LES DÉPENSES

DÉPENSES FONCTIONNEMENT	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévision en €
Charges à caractère général	**1 222 121**	**1 458 110**	**1 061 069**	**1 477 214,99**	1 722 498
Charges de personnel	**2 766 386**	**2 850 399**	**3 069 251**	**3 456 734,64**	3 630 050
Opérations d'ordre (amortissement)	**476 467**	**424 166**	**484 644**	**737 942,38**	540 000
Autres charges de gestion courante	**415 579**	**418 499**	**785 932**	**818 985,92**	903 037,27
Charges financières	**145 906**	**133 615**	**121 264**	**111 002,14**	119 219,58
Charges exceptionnelles	**2 011**	**5 716**	**0**	**10 875,16**	10 000
TOTAL	**5 028 470**	**5 290 505**	**5 522 160**	**6 612 755,23**	6 924 805

L'augmentation constatée dans le réalisé des charges à caractère général entre 2022 et 2023 est principalement le fait de l'inflation (prix du repas de cantine, électricité, fournitures de voirie et de petits équipement, reversement de fiscalité, téléphonie, maintenance).

Les primes d'assurance augmentent également fortement (+ 25 % en moyenne sur tous les contrats) tandis que **l'assurance des risques statutaires a presque été multipliée par 3** (du fait de la sinistralité), passant de 60 000 à 157 000 €.
À ces contrats est également venu s'ajouter **l'assurance obligatoire dommages pour la construction de l'école Anne Frank** (48 000 €)

Concernant les charges de personnel, après les augmentations de la valeur du point d'indice de 2022 (+3,5 %) et 2023 (+1,5 %), il faut également **intégrer l'augmentation du chèque déjeuner, et de la participation de la commune à la prévoyance et à la santé des agents**.

Les autres charges de gestion courante sont constituées de **la subvention que nous versons au centre social, ajustée à la baisse**, et des recettes de fréquentation du Centre de Loisirs reversée à Mozaika

Enfin, nos **opérations d'ordre augmentent puisque les amortissements se font dès la première année au prorata temporis**, et nous constatons des valeurs comptables des immobilisations cédées pour 246 086,48 €. **Les charges financières seront impactées par le déblocage de nouveaux emprunts** prévus.

FONCTIONNEMENT > LES DÉPENSES : ZOOM SUR LE PERSONNEL

En complément des informations purement budgétaires, il semble intéressant de faire un focus sur le personnel en quelques chiffres.

En **2020**, la masse salariale réelle représentaient **2 670 516 € (Total ch.012 – Remboursement de l'assurance statutaire = 2 766 386 – 95 870)**, soit environ **53,10 %** des dépenses totales de fonctionnement.

En **2021**, les dépenses réelles du personnel représentaient **2 692 963 € (2 850 399 – 157 436)**, soit **50,90 %** des dépenses de fonctionnement.

En **2022**, les dépenses réelles du personnel représentaient **2 893 297 € (3 069 251 – 175 954)** , soit **52,39 %** des dépenses de fonctionnement. L' augmentation de masse salariale s'expliquant principalement par l'augmentation du point d'indice (+ 3,5%).

En **2023**, les dépenses réelles du personnel représentent **3 249 766 € (3 456 735 – 206 969),** soit **51,04 %.** L' augmentation de masse salariale s'explique par l'augmentation du point d'indice (+ 3,5 % sur une année pleine + 1,5 % à partir de juillet).

La municipalité continue d'afficher sa volonté **de maîtriser la masse salariale** de la commune, bien que le GVT (Glissement Vieillissement technicité) ait un impact dessus chaque année et que Saint André de Sangonis s'inscrive dans une phase de **dé-précarisation de son personnel**.

Pour autant, **la Municipalité s'attache à maintenir un niveau d'effectif adapté** pour rendre un service de qualité à la Population.

En 2024, **l'équipe municipale souhaite contenir le recours aux contrats** (notamment de remplacement).

Effectifs	2020	2021	2022	2023
Titulaires à Temps Complet	64	57	59	64
Titulaires à Temps Non Complet	8	8	8	6
Titulaires à Temps Partiel	3	3	3	2
Stagiaires à Temps Complet		5	4	3
Statut Contractuel	11	12	9	13
Apprenti			1	0
Total	**86**	**85**	**84**	**88**

FONCTIONNEMENT > LES DÉPENSES : ZOOM SUR LES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Le montant des indemnités de fonction des élus locaux est fixé selon **l'échelle indiciaire de la fonction publique.** Il varie selon le mandat et la population de la collectivité.

Les indemnités de fonction des élus sont fixées par l'organe délibérant et constituent une dépense obligatoire pour la collectivité.

Ce principe a été aménagé pour les communes, en application de l'article L. 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'ensemble des taux maximums d'indemnité de fonction fixés selon la strate démographique de la collectivité et le mandat des élus est rassemblé dans un barème.

Barèmes relatifs aux indemnités de fonction au 1er janvier 2024 *(depuis le 1er janvier 2024, cet indice brut terminal de la fonction publique est de 1027 points, correspondant à l'indice majoré 835, soit 4 110,52 € mensuel).*

Population de 3 500 à 9 999 habitants	Taux Maximal	Indemnité brute	Taux à St André	Indemnité brute à St André
Maire	**55 %**	**2 260,78 €**	**48,61 %**	**1 998,12 €**
Adjoints au Maire	**22 %**	**904,31 €**	**20,51 % (7/8 adjoints)**	**843,06 €**
Conseillers Municipaux Communes de moins de 100 000 habitants	**6 %** Dans la limite de l'enveloppe max du maire et ses adjoints	**246,63 €**	**6,08 % (4 conseillers délégués)**	**249,91 €**

L'ÉTAT DE LA DETTE

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

L'état de **la dette impacte aussi bien la section de fonctionnement que la section d'investissement** :

- **les intérêts s'acquittent en fonctionnement** et constituent une large partie des charges financières,
- **le capital s'amortit en investissement**.

Objet	Nom Prêteur	Capital Emprunté Taux	Date de réalisation	Capital restant dû au 31.12.2023	Date de fin
Nouveau Groupe Scolaire	Crédit Agricole	42 000 € à 4.91 %	31/10/2012	**29 612,18 €**	15/10/2037
Nouveau Groupe Scolaire	Crédit Agricole	428 280 € à 4.73 %	10/12/2012	**192 726 €**	25/12/2032
Nouveau Groupe Scolaire	Crédit Agricole	450 000 € à 4.98 %	10/10/2012	**106 584,10 €**	20/01/2027
Investissement 2007 Stade, Mairie, Restauration Scolaire	Crédit Agricole	1 600 000 € à 4.79 %	22/11/2007	**575 854,63 €**	22/11/2032
Refinancement Stade, Mairie, Restauration Scolaire	Crédit Agricole	1 220 000 € à 4.69 %	29/05/2008	**107 646,84 €**	25/06/2025
Investissement globalisé	Crédit Agricole	2 100 000 € à 4.87 %	10/11/2008	**1 050 000 €**	25/10/2038
Financement acquisitions foncières 2018	Crédit Mutuel	375 000 à 1.25 %	14/06/2018	**245 578,03 €**	30/06/2033
Transformation et aménagement Maison Bertrand	CAF	115 270 € à 0 %	26/05/2021	**92 216 €**	1er/12/2031
TOTAL		**6 330 550 €**		**2 400 217,78€**	

Au 1er janvier 2024, le **capital restant dû s'élèvait à environ 2 400 218 €.**

ANNUITÉ DE LA DETTE

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

ANNUITÉ DE LA DETTE	2020 Réalisé	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision
Capital	**272 175 €**	**273 859€**	**286 832 €**	**288 337 €**	372 000 €
Intérêts	**147 806 €**	**135 687 €**	**123 388 €**	**111 029 €**	121 433 €

INDICATEURS

Selon les chiffres à ce jour, l'excédent de fonctionnement 2023 devrait se situer aux alentours de **606 768 € (Épargne brute).**
L'Épargne de Gestion (Excédent de fct – intérêts de la dette) serait donc **de 717 797 €**.

L'Épargne Nette (Épargne de Gestion – Remboursement du capital des emprunts) **sera donc** d'environ **429 460 €**.

La capacité de désendettement de la commune (Ratio Stock Dette / Épargne brute) reste à un niveau satisfaisant de **3,95 ans**.
C'est cette situation qui permet d'envisager de **recourir à de nouveaux emprunts.**

Pour rappel, quand ce ratio est inférieur à 10 ans, la situation est très saine, s'il est compris entre 10 et 12 ans, il faut rester vigilant. Au-delà, la situation est critique.

Le programme d'investissement, pour partie engagé, reste ambitieux notamment d'un point de vue structurel.

Pour la construction de l'Ecole Anne Frank, un emprunt de **3 558 198 €, nous a déjà été accordé l'an passé. Nous allons le débloquer.**

Il est également envisagé de recourir à l'emprunt pour la construction du Centre Technique Municipal et du nouveau poste de Police Municipale.

PROSPECTIVE DES EMPRUNTS MOBILISÉS EN 2024

L'hypothèse envisagée est celle de deux emprunts :

- **1 153 000 € (montant HT du projet) à 3,4 % pour le Centre Technique Municipal** (à affiner selon la possibilité d'y ajouter les frais d'études et d'architecte,
- **316 000 € à 3,6 % pour le poste de Police** (à affiner avec la Banque des Territoires)

	Montant Emprunt	Intérêts en 2024 pour une première échéance au 1er/07/2024	Capital à rembourser pour une première échéance au 1er/07/2024
Ecole Anne Frank (3,60 % sur 40 ans) Banque des Territoires	3 558 198 €	10 674,59 €	41 119,48 €
Centre Technique Municipal (3,40 % sur 25 ans) Banque des Territoires	1 153 000 €	1 743,04 €	30 010,53 €
Poste de Police Municipale (3,60 % sur 20 ans) Banque des Territoires	316 000 €	506,67 €	11 083,21 €
	Capital restant dû en 2025	**Intérêt en 2025**	**Capital à rembourser en 2025**
Ecole Anne Frank (3,60 % sur 40 ans) Banque des Territoires	3 517 078,52 €	126 614,83 €	42 599,78 €
Centre Technique Municipal (3,40 % sur 25 ans) Banque des Territoires	1 123 469,47 €	38 197,96 €	31 030,89 €
Poste de Police Municipale (3,60 % sur 20 ans) Banque des Territoires	305 586,79 €	11 001,12 €	11 482,21 €

	2024	2025	2026
REMBOURSEMENT CAPITAL	371 627 €	340 261 €	308 752 €
REMBOURSEMENT INTÉRÊTS	111 431 €	262 061 €	250 582 €
ANNUITÉ DE LA DETTE	483 059 €	602 322 €	559 334 €

Les perspectives budgétaires élaborées plus avant nous permettront d'avoir **une capacité de désendettement inférieure à 10 ans au 1er janvier 2025.**

Comparaison de la dette de St André de Sangonis

avec des communes de strate équivalente

En cours de la dette de
Gignac en 2022
6 594 habitants
13 373 000 €

En cours de la dette de
Clermont l'Hlt en 2022
9 190 habitants
9 434 000 €

En cours de la dette de
Castries en 2022
6 397 habitants
7 174 000 €

En-cours de la dette fin 2024 St André de Sangonis	7 156 000 €
En-cours de la dette en 2025 St André de Sangonis	6 800 000 €
En-cours de la dette en 2026 St André de Sangonis	6 400 000 €

En cours de la dette de
Lodève en 2022
7 714 habitants
10 575 000 €

En cours de la dette de
Gigean en 2022
6 586 habitants
8 261 000 €

En cours de la dette de
Balaruc/Bains en 2022
7 082 habitants
15 848 000 €

INVESTISSEMENT > RECETTES

SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Les recettes sont principalement constituées du **fonds de compensation de la TVA sur les investissements** de l'année précédente, de **la taxe d'aménagement**, **des dotations aux amortissements** et **des résultats des exercices précédents**.

Le solde d'exécution reporté s'élève à **52 793,26 €**.

Le résultat de fonctionnement « *affectable* » en investissement s'élève à **606 768 euros**.

La vente du terrain de l'Ecoparc à la CCVH (échange pour les ST) s'élève à 271 620 €. La vente du terrain des actuels ateliers municipaux s'élève à 390 000 € (le solde), donc les produits de cession nous rapporteront **661 620 €**.

Les amortissements sont estimés à **540 000 €**, **le FCTVA** à **600 000 € (Travaux Maison Paulette Ayot, Cours de la place, EVA …)**.

Enfin, **1 749 147 € de subventions** nous ont déjà été notifié.

Ainsi, les **recettes d'investissement** seraient **d'environ 4 500 000 €.**

RECETTES INVESTISSEMENT	2020 Réalisé en €	2021 Réalisé en €	2022 Réalisé en €	2023 Réalisé en €	2024 Prévision en €
Amortissement	476 466	424 166	484 644	**737 942,38**	**540 000**
Solde exécutoire reporté	1 871 770	1 701 021	1 768 946	**1 993 821,49**	**52 793,26**
FCTVA	83 088	164 326	205 762	**289 521,16**	**600 000**
Taxe Aménagement	29 788	104 184	167 536	**289 102,19**	**290 000**
Subventions	77 459	138 544	378 819	**279 936,02**	**1 749 146,84**
Produits de cessions	*0*	0	0	**0**	**661 620**
Affectation résultat fonctionnement	*532 191*	770 996	900 874	**898 525,53**	**606 768**
Total	**3 070 762**	**3 303 237**	**3 906 581**	**4 488 848,77**	**4 500 283,10**

INVESTISSEMENT> DÉPENSES

En 2023, divers chantiers ont été menés à bien …

Cours de la Place, Maison Paulette Ayot, EVA, Cours Ravanières, Rue du couvent …

D'autres ont été entamés … ou sont en voie de finalisation :

Construction des Services Techniques, Aménagement du poste de police municipale

Les études, préalables indispensables aux projets, ont été menées ou lancées :

Mission maitrise d'œuvre changement tapis synthétique stade, Etudes pour la médiathèque

Plusieurs marchés ont été lancés :

Marché extension école Anne Frank ; Marché des assurances ; Marché assurance à la MO extension école Anne Frank, Marché de construction des Ateliers Municipaux, Marché à la MO des Ateliers Municipaux, Marché Construction de Police Municipale …

INVESTISSEMENT> DEPENSES

2023:
État des principaux Restes À Réaliser (RAR)

Modification du PLU 14 880 €

Mission Maitrise Œuvre Pelouse Stade 12 780 €

Travaux Aménagement PM 9 396 €

Façade Bains douches 50 266,20 €

Fenêtres Bains Douches 21 321,71 €

Forfait installation des forains 20 285,42 €

Matériel Ouverture 4éme bureau de vote 2 094,58 €

Audit Vidéo Protection 5 000 €

Médiathèque et ilot presbytère 456 135 €

Amélioration Pluvial rue de l'Arnède 10 896 €

Chemin des Fontanelles 16 549,34 €

Aménagement de la Place 172 223,46 €

Installation feux tricolores 50 259,62 €

Aménagement piéton IME Rte de Montpellier 42 876,46 €

Future Médiathèque

2024 – PERSPECTIVES

Rénovation énergétique Gaubil **40 000 €**

Maison du gardien (achat et aménagement) **226 500 €**

Passerelle cimetière **25 000 €**

Eclairage stade **65 000 €**

Accessibilité **50 000 €**

Centre Technique Municipal **1 396 177 €**

Poste de Police municipale **271 000 €**

École Anne Frank **1 621 680 €**

Cours Grégoire **295 000 €**

Pluvial Avenue de Lodève **20 000 €**

Carrefour feux partie 1 réfection trottoir **40 000 €**

Carrefour feux partie 2 cours de la liberté **44 198 €**

Carrefour partie 3 feux Ravanières **55 000 €**

Bâtiment des Bains Douches

Futur poste de Police Municipale

Les Services techniques municipaux

Les autorisations de programme

Des autorisations de programme et des crédits de paiement sont nécessaires pour la construction de l'Ecole Anne Frank et des bâtiments municipaux (délibération 2023-12-20/22 du 20/12/2023).

Cette délibération est revue ainsi (cependant, elle est susceptible d'être modifiée dans le cadre de la préparation budgétaire) :

Anne Frank:
Cout Opération : 5 268 702 €
Emprunt réalisé en 2023 : 3 555 198 €

AP 2024	**3 685 441,43 €**
AP 2025	1 583 260,57 €
CP 2024	Emprunt 3 555 198 € Autofinancement 130 243,43 €
CP 2025	FCTVA 604 559,81 € Autofinancement 71 898,27 €
CP 2026	FCTVA 259 718,06 €

Les batiments municipaux :
Cout Opération : 1 396 177 €
Emprunt à réaliser en 2024 : 1 153 000 €
123

AP 2024	**1 396 177 €**
CP 2024	Emprunt 1 153 000 € Autofinancement 243 177 €

Centre Social Municipal Mozaika

Le centre socio-culturel et sportif Mozaïka c'est :

• Un équipement à proximité des habitants, qui rassemble autour des questions de vie quotidienne, de la famille et de l'accès aux droits,
• Une équipe de professionnels qui mettent leurs compétences au service des habitants,
• Des services et activités ouverts à tous,
• Un lieu de participation pour l'animation de la vie sociale,
• Un lieu où des travailleurs sociaux, des élus, des associations, des bénévoles, travaillent ensemble.

SES MISSIONS

• Faire une place aux Saint-Andréens pour que chacun puisse participer à l'animation de la vie locale, dynamiser le territoire et favoriser le lien social.
• Offrir un lieu d'accueil, d'information et un espace numérique pour informer sur la vie de la commune, les activités, les associations… mais aussi orienter et accompagner dans les démarches quotidiennes grâce à un ordinateur en libre accès.
• Proposer un soutien aux associations ainsi qu'aux initiatives individuelles et collectives afin de coordonner l'offre associative du territoire.

Centre Communal Social Mozaika

La section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement Mozaika				
		Réalisé au 31/12/2022	Réalisé au 31/12/2023	Proposition BP 2024
OO2	Solde d'exécution fonctionnement reporté			19 651,22 €
O11	Charges à caractère général	481 096,99 €	461 877,25 €	463 748,78 €
O42	Opérations d'ordre (amort)	2 505,20 €	4 007,21 €	10 000,00 €
		483 602,19 €	465 884,46 €	493 400,00 €

Recettes de fonctionnement Mozaika				
		Réalisé au 31/12/2022	Réalisé au 31/12/2023	Proposition BP 2024
OO2	Solde d'exécution fonctionnement reporté		14 050,00 €	
70	Produits des services	133 659,28 €	123 717,09 €	195 050,00 €
74	Dotations	393 302,57 €	285 006,55 €	276 950,00 €
75	Autres produits de gestion courante	22 196,90 €	23 459,60 €	21 400,00 €
		526 961,85 €	446 233,24 €	493 400,00 €

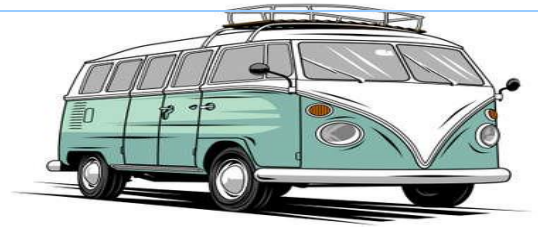
Les dépenses de fonctionnement se composent principalement **de l'animation gérée par UFCV**, mais aussi **de l'ALSH Ado**, **de l'acquisition de fournitures sportives**, **de permanences juridiques** …
Malgré une fréquentation et des actions dynamiques, Mozaïka fait face à un déficit de fonctionnement de 19 650 €.

Les produits des services progressent, **la subvention de fonctionnement versée par la commune est ajustée** à la baisse (235 000 € au lieu de 240 000 €).
Le chapitre 75 correspond à la location du complexe par le collège.

La section de fonctionnement

Dépenses d'investissement Mozaika				
		Réalisé au 31/12/2022	Réalisé au 31/12/2023	Proposition BP 2024
OO1	Solde exécution section investissement reporté	- €	12 559,15 €	681,34 €
21	Immobilisations corporelles	15 064,35 €	43 635,96 €	21 789,81 €
		15 064,35 €	56 195,11 €	22 471,15 €

En 2023, Mozaika a acquit un mini bus pour 26 000 €, ainsi que du matériel pour équiper la salle Paulette Ayot, et des équipements sportifs.
Pour 2024, afin de rendre un service de plus grande qualité, il est envisagé d'acquérir un billard, un baby-foot, et du matériel d'équipements sportifs.



Recettes d'investissement Mozaika				
		Réalisé au 31/12/2022	Réalisé au 31/12/2023	Proposition BP 2024
OO1	Solde exécution section investissement reporté	- €		
O40	Opérations d'ordre	2 505,20 €	4 007,21 €	10 000,00 €
10	Dotations	- €	51 506,56 €	2 471,15 €
13	Subventions	- €	- €	10 000,00 €
		2 505,20 €	55 513,77 €	22 471,15 €

Les opérations d'ordre (les amortissements) augmentent en raison des immobilisations acquises en 2023. Les dotations correspondent au FCTVA (16,4 % des dépenses d'investissement de 2022), et enfin la CAF participe à hauteur de 10 000 € pour l'acquisition du mini-bus.